Dans les campagnes le vietcong, dans les villes les bouddhistes

OU SONT DONC CEUX QUE LES U.S.A. «DÉFENDENT» AU SUD-VIETNAM ?

VOIR PAGE 7

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

19 AVRIL 1966 — N° 58

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

LES GRÈVES

POURQUOI LES SYNDICATS TIENNENT-ILS ABSOLUMENT A CE QUE LES ELECTRICIENS DEBRAYENT UN JOUR, LES CHEMINOTS UN AUTRE,... JAMAIS ENSEMBLE ?

Cette semaine, nouvelle grève de l'électricité, nouvelles grèves des trains. Les travailleurs des services publics se battent depuis des années pour des revalorisations de salaires qu'on leur promet et que l'on ne leur donne pas.

Ces grèves cependant vont signifier pour tous les autres travailleurs des journées de chômage, des fatigues supplementaires, ou pire, peut-être, des récupérations le samedi par exemple. Les récupérations, cela annihile les effets de la grève des services publics vis-à-vis des industriels et cela en fait supporter principalement le poids aux travailleurs.

Et vis-à-vis des récupérations, les centrales syndicales laissent pratiquement les travailleurs sans défense.

Le patronat et le gouvernement spéculent d'ailleurs sur cela car c'est à cause de ces problèmes que les grèves des services publics sont parfois impopulaires auprès du reste des travailleurs.

Mais pourquoi les syndicats tiennent-ils absolument à ce que les électriciens débrayent un jour, les cheminots un autre et à ce que les différents secteurs de l'économie ne se retrouvent jamais ensemble dans une même grève pour des objectifs communs.

Est-ce plus efficace ? Il n'y a qu'à voir ce que les uns et les autres nous avons obtenu par cette tactique pour se rendre compte que cela ne l'est guère. En particulier ceux des services publics sont particulièrement désavantagés.

Est-ce que c'est parce que les travailleurs ne sont pas mécontents ? Est-ce que c'est parce que les travailleurs ne sont pas prêts à la lutte que les syndicats en sont réduits à organiser des actions de harcèlement ?

Non, les travailleurs des services publics, comme ceux de l'industrie privée, ont montré, et montrent tous les jours, par la façon dont ils suivent les mouvements, qu'ils en ont assez de la politique du patronat et du gouvernement et qu'ils sont prêts à la lutte, même lorsqu'ils n'ont pas confiance dans l'issue de cette lutte.

Alors qu'est-ce que ce serait si les Centrales syndicales voulaient redonner confiance aux travailleurs ! Patronat et gouvernement n'auraient qu'à bien se tenir.

Si, au lieu d'appeler à la grève les électriciens mercredi, les cheminots jeudi et vendredi et l'industrie privée à la Saint Glinglin, les syndicats appelaient tous les travailleurs à débrayer le même jour pour des revendications communes à tous : deux cents francs de plus par mois pour tous et 40 heures maximum en répétant ces mouvements accompagnés de manifestations de rues jusqu'à obtenir gain de cause, nul doute que les travailleurs, étant donné le nombre de ceux qui répondent aux mots d'ordre des grèves et de manifestations, obtiendraient gain de cause intégralement et dans un temps très court.

Les travailleurs en lutte ne se gêneraient plus mutuellement et il n'y aurait pas de problème de récupération.

Au lieu de ça, les syndicats organisent des escarmouches pour « gêner au maximum » le patronat. Le patronat ne cède pas quand on le gêne. Il y a un front de solidarité entre tous les patrons, front dont l'unité est maintenue par le gouvernement.

Pour les travailleurs, aussi bien ceux du privé que ceux dont le patron est l'Etat, obtenir satisfaction est déjà un problème politique. On ne peut pas s'opposer au gouvernement par les élections. On ne peut s'opposer à la politique de misère du patronat et de l'Etat qu'en les combattant par la grève et dans la rue.

Et, finalement c'est ce que ne veulent pas faire les syndicats !... Là-dessus, ils sont bien d'accord et l'unité est faite sans le dire. Ils peuvent appeler à la grève des secteurs limités ou à la manifestation trois ou quatre mille travailleurs. C'est une « démonstration » comme ils disent. Mais en appelant à la même chose, le même jour, autant de fois qu'il le faut, tous les travailleurs du pays ce n'est plus une « démonstration » c'est un acte ! Les syndicats le savent bien ; ils ne veulent surtout pas faire cet acte-là, ce serait faire trop de peine à de Gaulle !...

Éditorial des Bulletins d'entreprises

DE L'AUTOFINANCEMENT A L'AUTOEXPLOITATION

On approche de l'échéance. Le *Journal officiel* du 13 juillet 1965 mentionnait : « *Le gouvernement déposera avant le 1er mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actifs des entreprises dû à l'autofinancement* ».

La fête du travail en 1966 va-t-elle marquer la date où le travailleur va devenir micro-capitaliste ? Apparemment et pour des raisons diverses le patronat et les syndicats, qui parlent au nom des ouvriers, sont contre. Seul l'Etat a l'air de tenir à la chose. Mais autour de ce problème les débats s'animent. Chose curieuse ils s'animent dans les sphères gouvernementales, chez les journalistes spécialisés, chez les économistes distingués. Par contre, l'ouvrier, le futur capitaliste n'a pas l'air de s'intéresser à sa nouvelle qualité sociale. La plupart semblent ignorer que l'on va tenter de les débarrasser de leur vieille peau de prolétaire. Mais les projets Vallon, Halff et tuti quanti sont très commentés... dans la presse.

Dans notre numéro du 22 février 1966 nous écrivions : « *De toute façon, la montagne ne peut qu'accoucher d'une souris* ». Dans « Le Monde » du 16 avril 1966, M. Pierre Drouin conclut son article sur la question en ces termes : « *Mais, même si la montagne accouche cette fois d'une souris, le brassage d'idées dont « l'article 33 » aura été l'occasion aura fait mûrir les esprits et préparé une nouvelle étape, peut-être plus sérieuse* ».

Les idées brassées, s'il y en a, se valent toutes par leur pauvreté. Ne voilà-t-il pas que 100 ans après Marx on découvre qu'il y a une plus-value, c'est-à-dire du travail volé à l'ouvrier ? On envisagerait même de mettre partiellement fin à cette injustice. Il n'est pas encore question de contester les origines du capital. Ce travail volé, cette plus-value qui, accumulée, a formé le capital n'est pas remise en cause. Celle qui continue à être volée non plus. Non, mais la partie qui est réinvestie sous forme d'autofinancement pourrait, en partie et sous des formes prudentes, être restituée au travailleur.

Les partisans de la propriété privée s'indignent : l'ouvrier perçoit en échange de son travail, un salaire. Et de gros problèmes philosophiques se posent. Qui a droit à la plus-value ? Celui qui la crée par son travail ou celui qui par son capital permet au travailleur de la créer. Ceux qui s'opposent au projet argumentent que l'on dispute aux actionnaires les droits qu'ils ont sur une partie du capital qui est réinvesti alors que personne ne leur contesterait ce droit s'ils dépensaient la totalité de leurs dividendes.

Et au fond ce sont eux qui ont raison. Si l'on admet la propriété privée, si on admet le système capitaliste, pourquoi vouloir répartir une partie de ce capital ?

Karl Marx, au siècle dernier, a démontré que la richesse du capital était du travail volé accumulé. Il a de plus mis en lumière les contradictions du système basé sur l'accumulation du travail volé et la recherche du profit.

Sa conclusion n'était pas celle de Jean XXIII : amener les travailleurs à participer, de la façon qui paraîtra convenir le mieux, à la propriété des entreprises ; sa conclusion était qu'il fallait *détruire* la propriété privée des moyens de production, seule manière d'organiser la production pour la satisfaction des besoins des hommes et non pour la recherche du profit.

Les projets qui visent à donner aux travailleurs des droits sur le capital réinvesti sous forme d'autofinancement restent tous dans le cadre du système capitaliste, c'est-à-dire basé sur le marché capitaliste, sur la recherche du profit, sur la concurrence.

Le problème n'est pas de donner des droits moraux et même matériels aux ouvriers sur la propriété des entreprises capitalistes. Le problème est de supprimer le profit et non d'en donner une petite part aux ouvriers par « esprit de justice ».

La montagne de toute façon, répétons-le, accouchera d'une souris. Mais la souris est un animal rongeur. L'Etat, en donnant quelques titres de propriété aux ouvriers leur donnera aussi l'illusion d'être un peu des capitalistes. Très peu il est vrai mais suffisamment pour espérer freiner leur action. Car « la répartition des bénéfices » entrera encore davantage dans leurs revendications. Ils hésiteront encore plus à entrer en lutte quand la baisse du profit risquera de compromettre leur « intéressement ».

En 1952 la Régie Renault a institué un système de primes trimestrielles dont le montant annuel correspond à peu près à un treizième mois de salaire. Depuis on a pratiquement plus vu de grève importante chez Renault et depuis aussi les salaires ont sérieusement reculé par rapport aux autres secteurs de l'industrie. Une petite loi votée en 1966, présentée dans l'intérêt des travailleurs, pourrait faire beaucoup plus pour empêcher les grèves qu'une loi limitant ce droit. C'est un avantage qui risque de nous coûter cher à l'usage.

Les patrons essaieront de convaincre les travailleurs de la nécessité de faire des économies. Cela se traduira par des augmentations de cadences, des à-coups dans la production (il faut travailler quand le client achète et accepter les baisses d'horaires et de salaires à la morte saison), des compressions de personnel, etc. Tout cela dans l'intérêt de l'entreprise... dont vous touchez à la fin de l'année une participation aux investisse-

● suite page 3

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 25 AVRIL, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1er étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur

LE POLYCENTRISME DANS LES PARTIS STALINIENS

et en deuxième partie :

LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE APRES LA REUNION DU COMITE INTERNATIONAL

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation.

Joyeux enfants de la Bourgogne

ENTRE Beaune et Dijon, cet hiver, un car dérape sur le verglas et percute un arbre. Parmi les blessés, Marie-Thérèse M., 16 ans, Jacqueline M., 15 ans, Odile G. 16 ans, Gérard, 16 ans, Liliane B., 15 ans, etc., et deux « vieux » : le chauffeur et une femme de 24 ans.

S'agit-il d'un car de ramassage scolaire ? pas du tout. C'est un bus servant au transport quotidien des ouvriers de la Société des Fruits Duchesse (à Gevrey-Chambertin, près de Dijon). Dans la région, cette entreprise n'est pas seule à utiliser une main-d'œuvre qu'on verrait mieux à l'école qu'à l'atelier : la riche Bourgogne n'a d'opulent que sa bourgeoisie foncière et marchande, solidement accrochée au précieux terroir de « la côte », à ses fûts et à ses boutiques. Quant à Dijon, la capitale, qui regroupe plus du tiers de la population du département, elle serait presque une ville industrielle si l'actuel patronat local n'empêchait par tous les moyens que des nouveaux venus installent leurs usines sur les nombreux terrains libres de la zone industrielle de Longvic, à quelques kilomètres au sud-est de la ville ; cela risquerait d'augmenter les emplois et de faire grimper les salaires : nos braves patrons dijonnais préfèrent leur reposante paix sociale (dans ce cas, cela s'appelle la stabilité économique...) qui condamne la région à la stagnation et à la mort lente. Après eux, le déluge. Cela ne les empêche nullement, d'ailleurs, de discourir sur « l'expansion régionale », puisque c'est la mode !

Quant au prolétariat bourguignon, en voici quelques exemples : Jean-Marc habite à quelques dizaines de kilomètres de Dijon. A 15 ans, un boucher d'un village voisin l'a pris comme apprenti ; il fait les gros travaux de nettoyage pendant que son patron est en tournée et n'apprend rien en fait de métier, surtout pas la boucherie. Il va donc travailler dans une petite fabrique à Dijon où il a pu être « recommandé ». « Privilégié », Jean-Marc, qui a maintenant 16 ans et demi, gagne 2 F 30 de l'heure, travaille 55 heures par semaine — 10 heures par jour, plus le samedi matin — mange à la gamelle à midi car, bien entendu, il n'y a pas de cantine, et voyage 1 h 30 en car chaque jour pour aller et revenir du travail.

— Christian est originaire d'une petite ville du sud du département. Il a été interne pendant trois ans dans un centre d'apprentissage et possède un C.A.P. d'ajusteur. Après quoi de retour dans sa ville, on lui a offert un emploi d'O.S. soudeur à 1 F 80 de l'heure. Il est donc venu à Dijon où, à 17 ans 1/2, il est embauché dans une grande entreprise pour 2 F 70 de l'heure. Mais où loger ? Il est pensionnaire — encore l'internat ! — d'un foyer qui l'héberge et le nourrit pour un forfait mensuel de 260 F.

— Annette : son père est manœuvre et gagne 550 F par mois. Sa mère a quitté son emploi de femme de ménage et ne travaille plus... c'est-à-dire qu'elle élève 5 enfants dont le dernier a 5 mois. Après son certificat d'études, Annette a été apprentie vendeuse dans une boulangerie puis, à 16 ans, s'est embauchée comme O.S. Elle a d'abord gagné 1 F 65 de l'heure (il y a un an), puis son salaire est successivement passé à 1 F 82, 2 F 30 puis 2 F 92.

Ces exemples sont monnaie courante dans la région : il y a, par exemple, à « Bourgogne électronique », des ateliers de 80 personnes et plus où la moyenne d'âge n'atteint pas 18 ans 1/2 en incluant les agents de maîtrise et de contrôle qui sont nettement plus âgés que les ouvriers.

• ÉCHOS DES ENTREPRISES •

FACE AUX LICENCIEMENTS

IMPOSER LA GARANTIE DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE

• *Chez Thomson*

LES DEBRAYAGES PASSENT... LES LICENCIEMENTS RESTENT

Depuis la dernière quinzaine, la situation ne s'est guère modifiée en ce qui concerne les licenciements à Gennevilliers. Nous avions participé nombreux au débrayage du 6 avril, beaucoup d'entre nous sont allés manifester au siège et devant le C.N.P.F.

Depuis, nous avons fait deux débrayages à nouveau, mais malgré tout cela, peut-on dire que le problème soit réglé ? Peut-on affirmer que la direction ait renoncé aux 115 licenciements qu'elle nous avait annoncés parce qu'aucune lettre de licenciement n'a jusqu'à présent été distribuée ?

Bien sûr nous avons participé massivement à toutes les actions que nous ont proposé les syndicats mais et après ? Rien ne nous prouve que la direction n'attend pas qu'on nous « fatigue » un peu pour pouvoir mettre en application, sans douleur, ses menaces. Tant que nous ne l'aurons pas obligée à écrire noir sur blanc qu'il n'y aura pas de licenciements, que le travail sera réparti entre tous, que les salaires et les conditions de travail seront maintenus, nous n'aurons pas la moindre garantie.

Ce serait nous préparer à de cuisantes surprises que de penser que tout est terminé. Une seule chose peut réellement arrêter la direction : c'est qu'elle sache que nous nous organisons dès à présent, en mettant sur pied un comité de l'usine, élu par tous, dont le rôle sera de répartir le travail entre tous.

(Extrait du n° 185 de la V.O. THOMSON).

• *Chez Neyrpic*

QUI DOIT PAYER LA NOTE ?

Le chef de la D.M.I. a dit récemment que d'ici la fin de l'année, le département aurait disparu.

Une fois de plus, cette question en suspens depuis deux ans, est remise sur le tapis.

Or, une fois de plus, on nous fait comprendre que si la fabrication disparaît nous pourrons aller ailleurs chercher de l'emploi, le patron, quant à lui, s'en lave les mains.

Que la fabrication des machines pour papeterie soit transportée ailleurs, cela est l'affaire du patron, pas la nôtre. Mais ce qui adviendra de nous, cela c'est notre affaire à tous.

Or, ce qu'il nous faut, c'est un moyen de gagner notre vie et non le maintien d'un département. S'il n'y a pas de travail ce n'est pas de notre faute. La direction respecte les engagements qu'elle prend envers ses clients, elle en a pris envers nous, qu'elle les respecte.

Le problème qui se pose pour nous est le même qui s'est posé l'an dernier à St-Nazaire, cette année à Port-de-Bouc, pour ne citer que les exemples les plus récents. Que les fabrications soient dépassées, concentrées, décentralisées, ce n'est pas aux ouvriers d'en faire les frais, c'est l'affaire du patronat puisque c'est lui qui tire les bénéfices. Mais si l'on voit les solutions ou plutôt l'absence de solution qui ont été données dans les deux cas, nous pouvons être inquiets pour nous-mêmes.

Ce que nous devons réclamer, ce n'est pas le maintien de la fabrication, c'est **le maintien du salaire.**

(Extrait du n° 68 de la V.O. Neyrpic.)

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

Toujours des mouvements dispersés, limités, sans perspectives...

• *A l'Urbaine de la Seine*

ET DEMAIN ?

La semaine dernière nous étions invités par les organisations syndicales à participer à une journée d'action le vendredi 15. Vendredi à 8 h 15, c'est un rassemblement important d'employés qui remplissait le hall du siège.

A l'Urbaine Seine, il y avait longtemps que les syndicats ne nous avaient pas invités à participer à l'action revendicative autrement que par une signature. Il était réconfortant de voir que nous étions nombreux à ne pas avoir pris le travail pour exprimer tous ensemble notre mécontentement. Les délégués C.F.D.T. et C.G.T. ont pris la parole pour dire essentiellement qu'il ne fallait pas croire qu'ils étaient très inactifs, au contraire ils étaient allés frapper à toutes les portes pour se faire entendre et obliger le patronat à accepter la discussion. Mais partout, même quand ils avaient été « bien reçus » (souligné par le délégué C.F.D.T.) ils avaient essuyé des refus catégoriques. Toutefois, tout espoir de discussion ne serait pas perdu ! Nous voudrions bien le croire, mais même si le patronat accepte de discuter actuellement avec les délégués, que pouvons-nous obtenir de vraiment conséquent ?

Le rassemblement de vendredi était positif dans la mesure où il nous a permis de nous compter et de voir que nous étions très nombreux à vouloir faire quelque chose. Mais cette heure de grève et cette manifestation autour des compagnies d'assurances n'auront de chances de faire aboutir nos revendications que si elles sont un avertissement pour la direction, suivi d'autres actions plus larges et plus efficaces. Et cela si les syndicats en parlent très vaguement dans leur tract, ils n'en ont pas parlé alors que nous étions tous rassemblés et que c'était le moment de définir ce que serait demain. Ils n'ont pas dit que seule notre combativité amènerait le patron à faire marche arrière. Ce n'est que si nous sommes suffisamment organisés dans des luttes sérieuses que nous pourrons obtenir satisfaction, et nous pourrons alors réclamer bien plus que le droit à la discussion avec le patronat, nous serons en mesure de l'obliger à nous accorder non plus des aumônes mais de véritables augmentations de salaires.

Ce qu'il nous faut c'est : pas de salaire inférieur à 1.000 F. Retour immédiat aux 40 heures. Mais pour cela soyons prêts à nous organiser et à ne pas laisser sans lendemain notre action de vendredi.

(Extrait du n° 3 de la « V.O. » Urbaine et la Seine ».)

• *Chez Michelin*

ALLER PLUS LOIN OU REVENIR AU POINT DE DEPART

Après la deuxième journée de grève de 24 heures et face au silence obstiné de la direction, les syndicats nous proposent de poursuivre la lutte en participant à des délégations massives dans les ateliers « au cours desquelles sera remise une lettre pour le patron lui demandant l'ouverture de discussions valables pour l'aboutissement de nos revendications ». La suite de l'action sera « déterminée par la réponse de la direction ».

Nous revoilà au point de départ ou presque. Nous avions fait pétitions, délégations d'ateliers, délégation centrale, puis une première grève de 24 h le 15 mars. Pendant toute une période, à chaque refus du patron, a répondu une action plus prononcée des travailleurs. La réponse patronale sèche, sans compromis, a entraîné la deuxième journée de grève du 6 avril.

Malgré ses côtés positifs, la retrouvaille avec les ouvriers métallos de l'équipe du matin, l'action a plafonné, non seulement en durée (24 h de grève) mais surtout dans son déroulement : nous avons refait, sagement, bien encadrés, le petit circuit en ville ; le service d'ordre s'empressait aux endroits délicats, la Préfecture, la Maison Michelin, pour éviter toute secousse hors programme.

Comment espérer faire céder Michelin, l'effrayer, le faire reculer avec ces promenades sous surveillance ? Ce qu'il pense de ces mouvements, le préfet l'a signifié au syndicat reçu le 16 mars. Martinet, secrétaire de l'U.D.C.G.T. l'a rapporté au meeting des métallos : « vous pouvez faire crier dans les rues, cela défoule et ne me gêne pas ».

A refuser des formes de lutte plus actives, une manifestation plus dure ou l'occupation de l'usine ou des bureaux ne serait-ce que 24 heures, à refuser toute virulence et toute perspective au mouvement, les syndicats nous ont conduits dans une impasse.

Proposer maintenant des délégations dans ces conditions, c'est une reculade dérisoire. Maintenant, il faut que les syndicats se décident à organiser la lutte, à proposer des perspectives discutées par l'ensemble des travailleurs, à aller enfin jusqu'au bout.

Sinon, il ne leur reste plus qu'à prendre leurs quartiers d'hiver et à plier bagage.

(Extrait du n° 151 de la V.O. MICHELIN).

• *A la CAFL*

LES DEBRAYAGES PASSENT... LES REVENDICATIONS RESTENT

Le 6 avril, dans le cadre de la journée nationale de la métallurgie, les syndicats nous ont convié à une grève de 4 heures.

La grève a été, nous dit-on, un succès. Pourtant, bien moins d'ouvriers y ont participé qu'au débrayage précédent, le 15 mars. Et, fait significatif, il n'y avait que quelque 200 manifestants devant la Bourse du Travail.

Les syndicats ont dit regretter ce « désintéressement incompréhensible des travailleurs ». Mais ce désintéressement n'est « incompréhensible » que pour ceux qui ne veulent rien y comprendre. A cette date, nous sommes à la Nième grève d'avertissement, sans aucun résultat, ce qui n'est pas étonnant, et sans aucune suite, ce qui l'est plus.

Une grève n'est jamais une plaisanterie pour nous, ni une action pour alimenter la presse locale. C'est une arme pour contraindre le patron à céder sur des revendications qui sont vitales pour nous, et c'est une arme qu'il ne suffit pas de brandir mais avec laquelle il faut frapper.

Si les ouvriers se désintéressent de quelque chose, ce n'est certes pas de leurs revendications. La dure réalité quotidienne est là pour le leur rappeler. Mais ils se désintéressent des actions sans perspectives qui leur sont proposées.

Et le débrayage du 6 avril est là encore pour les inciter à se reposer la question : que veulent les syndicats avec leurs grèves qui restent d'avertissement, avec leurs actions qui manifestement sont sans aucune efficacité ?

(Extrait du N° 64 de la V.O. C.A.F.L.)

• *Chez Peugeot*

TOUS ENSEMBLE

Les syndicats EDF de Montbéliard ont annoncé que les électriciens ne feront pas grève ce mercredi. Ils ont expliqué leur position : ces grèves font plus de mal aux ouvriers qu'aux patrons, puisque ces derniers font récupérer le samedi la journée de production perdue. C'est ce qui se passe à Peugeot, à chaque grève de l'E.D.F. Non seulement Peugeot n'y perd rien puisqu'il nous fait récupérer le samedi, mais notre repos de fin de semaine est fichu. Et qui plus est, en venant récupérer le samedi, nous réduisons à néant les effets de la grève de nos camarades de l'EDF.

Qui est perdant dans l'affaire ? Les travailleurs, ceux de l'EDF comme ceux des autres usines. Sur tous les tableaux.

C'est là un des brillants résultats parmi tant d'autres, de la géniale tactique des centrales syndicales. Elles sont, disent-elles pour l'unité. Pour elles, unité, cela veut dire alliance des appareils syndicaux et... division des ouvriers en lutte. Un jour, c'est les métallos, un autre les chimistes, un autre, l'EDF, un autre, les gars du textile, etc. Au lieu de nous sentir forts tous ensemble, on nous convie à des luttes éparpillées, pour soi-disant préparer des actions de plus vaste envergure. Cela fait des années qu'on nous dit ça, des années aussi où nous continuons de grèves tournantes en journée nationale, à... tourner en rond.

Drôle de préparation à de grandes luttes ! Ces hauts messieurs des syndicats prennent-ils les ouvriers pour des imbéciles ?

Les travailleurs en ont assez de ces gré-grèves stériles et qui finissent par coûter cher. Ils sont assez intelligents, messieurs les bureaucrates, pour comprendre qu'il faut aller à la bagarre tous ensemble.

Pas besoin de 36 sortes de grèves « économiques », « tournantes », de secteur, etc., pour comprendre cela

L'unité, *la vraie unité, est celle qui vise à resserrer les rangs ouvriers pour la lutte.*

Les vrais diviseurs, ce sont ceux qui nous guident à la défaite en nous proposant des actions isolées et dispersées.

Nos camarades de l'EDF de Montbéliard ont raison. Nous sommes pour les grèves, oui mais pour les grèves qui font plus de mal aux patrons qu'aux ouvriers.

(Extrait du N° 87 de la V. O. — Peugeot.)

DE L'AUTOFINANCEMENT A L'AUTOEXPLOITATION

(Suite de la page 1)

ments que vous pourrez monnayer quand vous serez en retraite.

Les syndicats, de leur côté, veilleront car la nouvelle formule leur apportera très certainement un fromage : « *Attention camarades* — pourront-ils dire — *si nous freinons la production notre part sera réduite, nous aurons moins d'argent à contrôler en votre nom, donc moins d'autorité auprès du patron* ».

Et puis, toute la période qui s'ouvre risque de voir les luttes s'engager sur ce terrain alors que celui qui intéresse les travailleurs est tout autre. Pendant qu'on essaiera de trouver la meilleure formule, qui contente tout le monde sans rien donner aux travailleurs, les conventions collectives, les salaires, la diminution du temps de travail et le reste seront mis au second plan... en attendant le résultat des élections.

Les prolétaires sont une classe dans une société divisée en classes. Dans cette société leur moyen de vivre est assuré par leur *salaire*. C'est lui qu'il faut défendre, comme il faut s'opposer à tous les ersatz qui ne sont que des attrape-nigauds.

Nous devons œuvrer à détruire le système qui nous exploite mais, en attendant d'être en mesure de le faire, nous devons exiger d'être le moins exploité possible et non nous laisser convaincre que nous ne le sommes pas.

Nos « droits » sur l'autofinancement seraient l'acceptation de notre auto-exploitation.

HENRI VAUQUELIN.

La Rhodésie *ne doit pas faire oublier* l'Afrique du Sud

UN million huit cent mille électeurs européens se sont rendus aux urnes mercredi 30 mars pour renouveler l'Assemblée législative. Mais d'ores et déjà on connaît les résultats : en effet, la population noire n'a pas le droit de vote et de plus les partis « multiraciaux » qui s'opposent même timidement à la politique d'apartheid du Dr Vervoerd n'ont pas de candidats : c'est le cas du très timide parti libéral.

Ces élections se déroulent sous le signe du « péril noir ». Il s'agit pour la minorité européenne au pouvoir, qui compte environ trois millions et demi de représentants, de conserver la dictature qu'ils exercent contre douze millions de Noirs, un million et demi de métis et cinq cent mille Indiens.

La dictature exercée contre la majorité noire et métisse n'a rien à envier aux pires systèmes d'exploitation que l'on a pu connaître. Non seulement les Noirs sont privés des droits politiques les plus élémentaires mais ils ne peuvent, par exemple, résider dans les villes sans permis de travail délivré par les autorités avec des laissez-passer. Rien que pour l'année 1963, 384 000 Africains ont été condamnés pour infraction à la législation sur les laissez-passer. Ils sont contrôlés tant dans leurs déplacements que dans leurs lieux d'habitation ou de travail.

Les Noirs sont considérés, comme l'affirme une personnalité politique sud-africaine, Sir de Villiers Groaff, comme un « vaste et fluctuant fond de main-d'œuvre au sein duquel le Ministre peut puiser de temps en temps quelques travailleurs ».

Et nous arrivons à la raison profonde pour laquelle le gouvernement sud-africain déclare : « Nous voulons que l'Afrique du Sud soit le pays des Blancs... La maintenir, en tant que pays des Blancs, ne peut signifier qu'une seule chose : la domination des Blancs, non pas direction ou conduite, mais contrôle suprématie ». L'apartheid est une bonne affaire, les onze millions d'Africains forment une masse de main-d'œuvre misérable qui, dépourvue de tout droit à commencer par celui de se syndiquer, n'a d'autre choix que de crever de faim dans les réserves misérables que sont ces « Bantoustans » ou d'aller se faire exploiter dans les villes à des salaires dérisoires, à la merci des licenciements.

En 1962, par exemple, dans les mines sud-africaines, 63 000 salariés blancs gagnaient 226 millions de dollars, soit un revenu annuel de 3 587 dollars (environ 15 000 F) et 540 000 salariés noirs qui gagnaient 117 millions de dollars, soit un salaire annuel moyen de 216 dollars, soit un peu plus de 1 000 F.

Pourtant le capitalisme sud-africain est extrêmement prospère. Ainsi le trust minier et diamantifère de Harry Oppenheimer réalise des profits de plus de 300 millions de dollars.

Aussi la République Sud-Africaine exerce-t-elle un grand attrait pour les capitaux étrangers, américains, anglais et autres. Le total des investissements étrangers en Afrique du Sud s'élevait en 1961 à 4 307 millions de dollars, soit 22 milliards de francs.

La domination blanche n'est en réalité que l'exploitation de millions d'Africains soumis à un régime que n'eussent pas désavoués les maîtres du 3e Reich, et elle recouvre essentiellement les intérêts d'un capitalisme non seulement sud-africain qui est assez faible, mais surtout étranger, américain, anglais et même français. Ce sont d'ailleurs ces trois principaux « actionnaires » du capitalisme sud-africain qui ont refusé de voter les sanctions demandées par l'O. N. U.

Et le régime d'apartheid n'est pas une aberration mentale, n'est pas le fruit d'une volonté sadique : il est l'expression des intérêts du capitalisme.

Il ne servirait à rien de s'indigner contre le racisme sans en voir les causes, c'est-à-dire le système d'exploitation impérialiste à l'échelle mondiale et c'est pourquoi il est parfaitement utopique de penser que des sanctions économiques puissent être prises par l'O.N.U. ou quelque autre association internationale qui ne sont que des camouflages démocratiques de l'impérialisme.

H. GRAF.

• ÉCHOS DES ENTREPRISES •

DANS LA CHIMIE,
DANS LA METALLURGIE

UNE INSÉCURITÉ PERMANENTE

• *Chez Roussel UCLAF*

TOUJOURS LES MEMES

Il est un travail au secteur 830 qui est particulièrement sale et dangereux : c'est celui qui se fait au diodo sur les deux cuves qui se trouvent à l'extérieur de la Cortisone.

Le travail consiste à introduire dans les eaux-mères de tétra de l'acide chlorhydrique et de l'eau de javel pure. Quand la réaction se fait, c'est vraiment insupportable quant à l'odeur car, sur les deux cuves, une seule est munie de ventilation. Comme une agitation électrique reviendrait sûrement trop cher à UCLAF, on agite à l'aide d'une spatule, ce qui oblige la personne qui s'en occupe à avoir le nez sur la cuve et à risquer de recevoir une éclaboussure de diodo à tout moment car l'agitation à la main ne peut être régulière.

C'est ce qui est arrivé vendredi dernier au camarade qui faisait ce travail. Malgré les lunettes de protection qu'il portait, le liquide s'est introduit sous les lunettes. Par réflexe, notre camarade se frotta l'œil, ce qui contribua à faire pénétrer l'iode. Heureusement, à UCLAF, l'infirmerie fonctionne bien et notre camarade ayant été soigné rapidement n'a eu que la malchance de subir pendant le week-end pascal une douleur intense à l'œil et des troubles de la vue. Il a pu reprendre mardi son travail.

Bien sûr, on pourra toujours dire à ce camarade qu'il n'avait qu'à porter des lunettes étanches du genre de celles des motocyclistes, etc., etc., mais il pourrait aussi carrément ne pas venir à l'usine, si on lui amenait son salaire à domicile, ce serait certainement le meilleur moyen de se mettre à l'abri de tout accident.

En effet, il n'y a pas un ouvrier ayant travaillé cinq ans à UCLAF qui puisse se vanter de ne pas avoir eu au moins un accident bénin.

C'est bien notre condition d'ouvrier qui fait de nous les victimes du capital.

(Extrait de la V. O. UCLAF)

• *Chez Renault*

VIE AU RABAIS

La semaine dernière, un ouvrier de 38 ans a fait une chute au travers de la verrière qu'il était en train de repeindre.

Il était handicapé physiquement à la suite d'un accident antérieur et faisait ce travail pour la première fois et sur l'ordre impératif de ses chefs.

Pour déterminer les causes de l'accident, il a été décidé de pratiquer l'autopsie. Pas besoin d'autopsie pour ça. Faire travailler un ouvrier sur une verrière à 15 mètres du sol sans aucune protection, voila la véritable cause et c'est criminel.

Les acrobates eux, n'ont pas le droit de s'exhiber sans filet ; ils n'ont pas le droit de se tuer devant les spectateurs mais lorsqu'il s'agit d'un ouvrier qui doit jouer les équilibristes tout en maniant ses outils, alors là, pas de filet et pas d'échafaudages, ça prend trop de temps et ça coûte trop cher...

• *Chez Olier*

IMPOSER LA SECURITE

Des maçons et des ouvriers chaudronniers travaillent sur le toit sans aucune protection.

Déjà, plusieurs accidents n'ont été évités que de justesse et quelques ouvriers prudents ont refusé un travail qui peut devenir dangereux.

C'est la seule attitude possible. Nous ne sommes pas à l'usine pour prendre des risques, quels qu'ils soient, pour la maison ; nous n'avons que notre force de travail pour vivre et nous ne voulons pas finir mutilés. Il y a trois ans, dans des circonstances analogues, un accident grave a eu lieu à la prochimie. La Direction tient-elle à le voir se reproduire ?

A quoi servent donc les règles de sécurité et qu'attend donc le Comité d'hygiène et de sécurité pour intervenir ?

(Extrait du n° 78 de la V.O. Olier.)

• *Chez Desfossés*

FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX

Cette semaine nous allons procéder aux élections des délégués du personnel. Cette année comme les précédentes, nos élections ne seront pas démocratiques, grâce à l'existence de la loi Croizat dont nous revendiquons l'abrogation, et du fait de l'absence d'une démocratie ouvrière élémentaire au sein du syndicat. La preuve en est, cette année encore, dans le refus par le bureau des candidatures de deux ouvriers de la gravure et de la taille-douce. Dans ce dernier secteur d'ailleurs un vote préliminaire a eu lieu, sans doute pour témoigner du déroulement normal des élections et qui n'est qu'une caricature de la démocratie puisque l'un des 5 candidats avait été écarté par le bureau syndical, à priori.

Il n'en reste pas moins qu'il nous faut dans chaque secteur des représentants ouvriers, qui soient vraiment nos porte-parole, cela d'autant plus à un moment où le patronat du livre entend s'attaquer à nos conditions de travail et à notre niveau de vie. Il faut qu'ils soient le reflet de notre volonté. Et si les candidats qui nous sont présentés ne nous offrent pas ces garanties, n'oublions pas que nous avons la possibilité de les rayer et d'exiger ainsi qu'ils cèdent la place à d'autres.

(Extrait du n° 136 de la V.O. DESFOSSES).

Quand le P.C.F. évoque son passé ministériel

• *A la RNUR*

NATIONALISONS ET INTERNATIONALISONS LA LUTTE

On reparle à nouveau de dénationaliser Renault. Il est peu probable, à notre avis, que le gouvernement De Gaulle, qui a signé le décret de nationalisation, redonne Renault au secteur privé. Ce qui est plus certain c'est que la Régie confie une part plus grande de ses activités au secteur privé pour permettre à l'Etat de le contrôler plus aisément. Une union étroite avec Citroën n'est pas exclue mais cela ne nécessite pas la dénationalisation de Renault surtout au profit de Citroën, influencé par les capitaux américains, avec la politique actuelle de De Gaulle vis-à-vis de l'O.T.A.N.

La C.G.T. nous appelle à défendre la nationalisation. Nous avons toujours dit que, pour nous, la nationalisation était un mythe. Surtout quand l'Etat a un caractère dictatorial comme à la Libération et qu'il s'agit de faire retrousser les manches aux ouvriers et de combattre la grève comme arme des trusts.

Ceci dit, il est vrai que pour des raisons économiques et politiques les grandes sociétés se regroupent, nationalisées ou pas, et qu'elles s'efforcent de le faire à notre détriment.

Raisons de plus pour présenter des revendications communes et pour coordonner l'action pour les faire aboutir.

Nationalisons et internationalisons nos luttes pour unifier dans des conventions collectives :

— nos conditions de salaires,
— la durée du travail,
— nos conditions de travail,
— les libertés ouvrières et syndicales.

(Extrait du n° 78 de la V.O. R.N.U.R.)

LA DEMOCRATIE, C'ETAIT DONC ÇA ?

Nous étions habitués, tant dans la littérature du P.C.F. que de la C.G.T., de voir figurer en bonne place une exigence ayant pour nom : le retour à une **véritable démocratie**, sans d'autres précisions. Celles-ci nous sont maintenant révélées. Dans un tract sur les dangers de la dénationalisation, nous apprenons qu'à la Libération l'Etat fut démocratique et indépendant du capitalisme. C'était l'époque du tripartisme avec les ministres communistes faisant bon ménage avec socialos et M.R.P. Dans les usines les délégués secondaient la maîtrise pour produire, produire ainsi que le réclamait les affiches syndicales.

Thorez s'insurgeait contre les jeunes mineurs qui manquaient le travail le lundi parce qu'ils étaient allés au bal la veille, dans un discours célèbre à Waziers (Nord). C'était donc ça la belle époque du gouvernement démocratique.

Que les jeunes qui douteraient de la réalité de cette jolie période se documentent auprès des anciens et puis, si les paroles s'envolent, les écrits restent et peuvent toujours être consultés.

(Extrait du n° 215 de la V.O. R.N.U.R., Départ. 37.)

• *Chez Chausson*

LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS DÉCIDÉS A SE LAISSER FAIRE

LE PATRON NOUS EN DOIT PLUS

Le mercredi 13 avril à H... les peintres pistoleurs ont débrayé à 8 h 30 pour réclamer leur prime d'insalubrité de mars qu'ils n'avaient pas touchée dans leur paie du 8 avril (cette prime avait été obtenue en janvier). Ces camarades n'avaient pas l'intention de reprendre le travail avant d'avoir touché cette prime. La direction céda dans la matinée et fit venir un caissier d'Asnières qui versa un acompte à chaque peintre et le travail reprit normalement à 11 h 30.

La direction a donc été obligée de reconnaître, devant la détermination de nos camarades, qu'elle avait fait un « oubli fâcheux » mais seul le paiement des heures de grève aurait réellement permis à nos camarades de ne pas faire les frais de cette « négligence ».

Quand nous nous mettons en grève, c'est que le patron nous y oblige, et c'est pourquoi nous devons toujours mettre en tête de nos revendications le paiement des heures de grève.

(Extrait du n° 209e de la « V.O. » Chausson.)

CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble

Les prochaines réunions auront lieu les JEUDI 21 avril et 5 mai à 20 h, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 19 mai et 2 juin et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE LA RENAISSANCE, rue Chabot-Charny. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

• VU DE NOTRE FENÊTRE

UN CHAR... MANT PROGRAMME

SI vous ne savez où aller les 23 et 24 avril et si vous voulez avoir un week-end charmant et plein d'imprévu, dirigez-vous sur le quartier Berniquet à Noyon (Oise). Le 16e régiment de dragons et le 414e bataillon de service vous offrent deux « journées à portes ouvertes » avec importante présentation de matériel, promenade en char blindé, tirs d'exercice, et en prime, pour couronner le tout, une messe en plein air...

Il n'y manquera que la cérémonie du monument aux morts...

QUAND LE BATIMENT VA...

La reconstruction reprend. L' « Hilton-Suffren » est le premier hôtel construit à Paris depuis 1933. Mais ce sera un bel hôtel. Coût : près de 100 millions (dix milliards d'anciens francs), pour 492 chambres, avec cuisines ultra-modernes, et salon de 600 places à parois automatiques et gonflables. Mais une nuit dans la moins luxueuse des chambres coûtera plus de 100 F.

Il y a quelquefois des crédits pour la construction.

ÇA MERITAIT UNE ANGOLADE

A propos de l'affaire rhodésienne, le docteur Salazar aurait déclaré :

« Tout peut être encore sauvé, mais tout pourrait être perdu si les passions se faisaient entendre plus haut que la raison, et si certaines prises de position impérialistes — que nous devons, aux côtés de tous les peuples africains, rejeter — parvenaient à se frayer un chemin et à reprendre la direction des régions en cause, malgré l'évolution des temps. » (« Le Monde » du 15 avril.)

Le même jour une dépêche de l'U.P.I. annonçait que 35 soldats portugais auraient été tués dans la dernière semaine de mars en Angola.

Dans la lutte contre l'impérialisme africain sans doute...

DES OUVRIERS EN COLERE

Après 27 jours de grève, les mineurs d'Anderny avaient repris le travail sans obtenir satisfaction. Le 15 avril, 450 mineurs occupèrent les locaux de la direction « en un temps record » (la Montagne du 16 avril).

Par la même occasion, ils ont enfermé le directeur dans son bureau, pour lui apprendre qu'on ne se moque pas toujours impunément des travailleurs.

Chaque camp reçut immédiatement du renfort : d'un côté 200 gardes mobiles arrivèrent sur le carreau de la mine, mais sans rien tenter de peur d'abîmer M. le directeur dans la bagarre ; de l'autre côté les femmes et les enfants de mineurs arrivèrent en masse pour prêter le cas échéant main forte aux grévistes.

Nous ne savons pas si les travailleurs obtiendront finalement gain de cause, mais au moins, voilà un directeur qui se souviendra de ce jour. Et la trouille qu'il a dû avoir, même si ça n'apporte rien, au moins ça console.

VIVE LE CAMARADE DE GAULLOVOV !

La presse et la radio se sont faites avec un malin plaisir les échos des applaudissements largement prodigués quand Waldeck-Rochet a prononcé le nom de De Gaulle au 23e Congrès du P.C.U.S. à Moscou.

Nous pouvons maintenant être sûrs que le représentant des monopoles français aura un bon accueil au pays du « Socialisme ».

Et comme la coexistence pacifique est la forme supérieure de la lutte des classes, nous ne serions pas étonnés de le voir revenir décoré de l'ordre de Lénine comme en 1939, Ribentropp représentant de l'Allemagne nazie.

CINEMA

"Tempête sur l'Asie" de Poudovkine

EN 1920, aux marches frontières du jeune Etat des soviets, la guerre civile fait rage et met à nu les violents antagonismes de classe de la société mongole. Dans ce pays de steppes et de routes sans fin, des féodaux despotiques et des moines bouddhistes avides, aidés par l'armée blanche tsariste, pressurent un peuple de chasseurs et d'éleveurs. A une exploitation immémoriale se superpose celle des capitalistes étrangers : des marchands anglais et américains y fondent des compagnies qui achètent les peaux de bêtes à des prix dérisoires.

Le jeune Amogolan a abattu un renard magnifique, dont la vente permettra à sa famille de vivre tout un hiver. Il doit le défendre d'abord dans la hutte de ses parents contre la rapacité d'un lama qui prétend soigner son père à force d'incantations, mais doit l'abandonner ensuite dans la factorerie de l'opulent marchand américain. Sa révolte éclate, et, après l'avoir traité de « voleur », il doit, pour se dégager, blesser à la main un aide du marchand. « Du sang blanc a coulé !... » La répression s'abat, la police tsariste évacue le marché à coups de crosses. Amogolan, dont la tête est mise à prix, doit fuir dans la toundra, rejoindre les partisans.

La révolution est une idée qui s'est emparée des baïonnettes, expliquait Napoléon. Au cours d'un accrochage avec l'armée blanche, Amogolan devient partisan en sauvant de la mort un officier rouge et en s'emparant d'une mitrailleuse. Lors d'une embuscade tendue pour empêcher des réquisitions de bétail, il est capturé et se laisse fusiller sans protester. De telles pratiques sont dans « l'ordre des choses ».

Une amulette trouvée sur Amogolan démontre que son porteur est le dernier descendant de Gengis Khan. Sur ordre de l'état-major, les chirurgiens vont rapiécer le fusillé à moitié mort. Ils vont donner du sang blanc pour cet indigène !... pour en faire un dirigeant fantoche. « Le peuple le suivra et il deviendra notre créature. » « Parle-t-il anglais ? ça ne fait rien, il pensera anglais. »

Placé involontairement au milieu des intrigues de l'état-major, le malade prend petit à petit conscience du mécanisme de l'exploitation, de la lâcheté des exploiteurs, de leur mépris de la vie des travailleurs, du pillage de son pays. Il est le prête-nom d'un traité de rapine qui scelle l'alliance des impérialistes pour la mise en coupe réglée de son pays, avec la bénédiction des monastères, dans l'intérêt... de la paix, de la démocratie et de la liberté.

Dans la salle même du traité les junkers viennent abattre un partisan. Le lent combat muet d'Amogolan nous est montré tout au long du film. L'argent, les insultes, la police, l'armée, une lente graduation de sa lutte pour la vie qui finit par cadrer avec la nécessité de l'émancipation nationale. Refusant le verre d'eau des bourgeoises qui viennent admirer « notre prince », encore estropié, il va boire dans le bocal des poissons rouges et s'effondre sur le plancher. L'image finale le revoit à la tête d'une multitude de cavaliers mongols balayant la réaction sur son passage.

Ce film, repris récemment à « la Pagode » à Paris, a été réalisé en 1928 par Poudovkine d'après un scénario de Brick, un ami de Maïakovsky.

Ici ce ne sont plus les larges mouvements des foules du « Cuirassé Potemkine », mais la tension intérieure de l'exploité pour briser son carcan. La psychologie est mise au service de la révolution et non le contraire comme il est coutume aujourd'hui dans les films « d'avant-garde ». L'acteur Inkijinov est déterminant. Cependant il ne fait que mettre son talent au service d'une cause, il ne fait qu'exprimer la tension et la force révolutionnaire.

Seule la dictature du prolétariat pouvait fournir la possibilité d'un « cinéma authentique », non commercial et faisant concurrence à l'église et au bistrot en tant qu'éducateur politique.

Ce film est pourtant ambigu.

La fin du film voit Amogolan sauter, sabre en main, par une fenêtre après avoir nettoyé le « terrier » de l'état-major, puis se retrouver soudain à la tête d'une immense cavalerie. Le chef et les masses apparaissent déjà nettement plaqués l'un sur l'autre et non pas montrés dans leur mouvement réciproque comme dans le « Cuirassé Potemkine ».

Cette impression est corroborée par l'optique du film : Amogolan prisonnier des exploiteurs vit beaucoup plus leurs contradictions et leurs exactions, et la logique de sa révolte, que le mouvement révolutionnaire lui-même. Ici le chef, et non l'avant-garde révolutionnaire, n'a pas à conquérir les masses exploitées, elles viennent à lui, spontanément.

De même on ne sait plus si c'est le prolétariat ou la paysannerie qui est l'élément dirigeant dans la révolution nationale. Chasser les étrangers et liquider les féodaux ne peuvent être des tâches résolument socialistes que sous la direction du prolétariat révolutionnaire.

Ce film sortit en 1928, alors que le cours politique était déjà stalinien. Mais la bureaucratie soviétique avait besoin, pour sa politique étrangère, de se montrer la continuatrice du bolchevisme. Le retard du culturel sur la politique allait lui servir à camoufler sa nature exploiteuse vis-à-vis des travailleurs hors de Russie.

Originellement le film était muet. Le passage au parlé a dû lui servir pour insister sur l'aspect de lutte d'émancipation nationale face à l'impérialisme.

Peu importe ce qui reste de ce film c'est l'élan révolutionnaire de la révolution d'octobre 1917, enflammant les couches les plus arriérées, les plus exploitées, les plus lointaines.

Marc HUBEL.

• ÉCHOS DES ENTREPRISES •

LARMES DE CROCODILE... ET BONNES AFFAIRES

• *Chez Berliet*

QUESTION DE POINT DE VUE

1965 a été une mauvaise année pour Berliet, paraît-il — du moins selon son directeur financier qui a récemment tenu une conférence de presse à Paris. Il y a eu un ralentissement important de la production, mais cela n'a pas empêché les exportations Berliet de représenter 72 % des exportations françaises de poids lourds, proportion qui devrait atteindre 80 à 85 % en 1966. Le chiffre d'affaires a augmenté de 36 % de 1964 à 1965.

Entre le désir de se plaindre et de ne pas montrer une entreprise trop prospère — afin de maintenir les travailleurs dans la crainte du lendemain et la soumission — et celui d'offrir aux clients le visage d'une affaire dynamique, pleine d'avenir, et aux reins solides, les patrons sont partagés.

De toute façon, les comptes et bilans financiers donnés publiquement par les patrons ne signifient que ce qu'ils veulent leur voir signifier, et nous n'avons pas en être dupes. Ils disposent des moyens nécessaires pour masquer la marche réelle de leurs entreprises.

Aussi, quand nous voudrons récupérer un peu de ce que le patron nous vole continuellement sur notre travail, ce n'est pas de « l'état de l'entreprise » tel qu'il nous le présente qu'il nous faudra tenir compte.

(Extrait du n° 101 de la V.O. Berliet.)

UNE SUGGESTION

• *A la CAFL*

NOTRE SUGGESTION

Du 15 avril au 3 mai, la direction organise un « concours suggestion » pendant lequel, outre la remunération habituelle, des primes spéciales sont offertes à ceux qui, par leurs propositions contribueraient à améliorer la production.

Il y aura sans doute un certain nombre d'ouvriers qui répondront à cet appel, bien que les propositions qui seront faites serviront la direction et pourront même se retourner contre nous. Là où par exemple une suggestion permet un gain de temps, les chronométreurs ne tarderont pas à apparaître et les cadences s'accéléreront.

Pourtant ils auront raison, car réfléchir sur son travail est une façon d'échapper à la monotonie de la production capitaliste et finalement, toutes les suggestions formeront un acquis de plus pour la société dans son ensemble, et de ce fait, finiront par nous profiter à nous aussi, ouvriers.

Mais, et là est le problème essentiel, pour que cet acquis, au lieu d'engraisser les uns, profite réellement et directement à tous, il nous faudra nous débarrasser de cette minorité de parasites qui non seulement nous prive d'une grande partie des richesses créées par nous, mais en prétendant diriger l'économie, constitue l'obstacle le plus grand à son développement. La disparition de ces parasites amènerait certes, une économie d'énergie humaine bien plus grande que l'ensemble de nos suggestions.

Débarrasser la société de ces parasites est la meilleure des « suggestions » que nous puissions faire. Il s'agit bien sûr d'une « suggestion » qu'aucun bureau d'études ne réalisera. C'est notre tâche à nous tous, travailleurs de la faire.

Et dans cette société sans exploiteurs il n'y aura pas besoin de primes pour nous inciter à réfléchir comment économiser la peine, et l'énergie humaine. Car nous saurons que c'est notre propre énergie que nous économiserons ainsi.

(Extrait du n° 64 de la V.O. C.A.F.L.)

Où sont donc ceux que les U.S.A. "défendent" au Sud-Vietnam ?

Au Vietnam, ça bouge ! Il ne s'agit plus des maquisards dans la jungle et les rizières, il ne s'agit plus du mouvement des

DANS LES CAMPAGNES LE VIETCONG

DANS LES VILLES LES BOUDHISTES

bombardiers dans le ciel des villes du nord, il s'agit de la foule, d'une immense foule dans les villes du sud. Des milliers de manifestants ont défilé à Saigon. Des milliers de manifestants pacifiques, mais des milliers de manifestants prêts à se battre, comme les émeutes de la semaine précédente l'avaient nettement démontré à tous ceux qui tenaient à le vérifier, dans les rues.

Jamais il n'avait été aussi évident que les Américains ne défendaient pas au Vietnam un quelconque « monde libre » contre une quelconque « subversion », mais les intérêts politiques de l'impérialisme en s'appuyant sur un gouvernement de fantoches mercenaires.

Il est difficile de savoir ce qu'il y a dans la tête des bonzes qui dirigent les mouvements bouddhistes. Mais une chose est certaine : c'est que les masses populaires qui les suivent en ont assez de la guerre, en ont assez des gouvernements fantoches, et en ont assez de la présence militaire de l'impérialisme américain. La politique américaine ne peut même plus reposer sur la fiction démocratique. Si les U.S.A. veulent continuer la guerre ils devront la prendre entièrement à leur compte, en instituant un gouvernement militaire américain et en faisant régner directement et sans intermédiaire le joug de l'impérialisme américain.

Peut-être cela leur donnera-t-il l'occasion d'opérer un « dégagement » en essayant de créer un gouvernement appuyé sur les bouddhistes. Ce serait une fiction car ce gouvernement, s'il a une base populaire, sera anti-américain, et s'il n'est pas populaire, il ne pourra pas se passer du soutien des troupes américaines.

L'impérialisme américain subit là, de toutes façons, une défaite. Il ne peut que l'avouer ou alors se montrer sous un jour encore plus hideux, en mettant bas le masque. Cela n'ira pas sans nuire à la réputation « démocratique » qu'il cherche à se donner partout ailleurs. Il lui faudra un million d'hommes au Sud-Vietnam, il devra utiliser les ratissages et le quadrillage aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Ratissages et quadrillages inventés par l'état-major japonais dans la guerre contre la Chine et utilisés depuis avec guère plus de bonheur, par l'armée française au Vietnam, en Tunisie et en Algérie.

Comme nous le rappelons par ailleurs à propos de « La Tempête sur l'Asie » d'il y a un demi-siècle, Napoléon disait : « La révolution est une idée qui s'empare des baïonnettes ». Et lorsque les baïonnettes sont des piques de bambous, la révolution n'en est pas moins efficace pour autant.

Méthode moderne de surexploitation

• *A la C.R.S.S.P.*

GYMNASTIQUE, oui, mais pas pendant la pause !

Depuis un certain temps, à la mécanographie, les perfos peuvent faire une séance de gymnastique pour atténuer la fatigue due au travail sur machine et éviter les déformations de la colonne vertébrale.

Cela est très bien, mais il y a juste un petit détail qui change tout : la gymnastique se fait pendant la pause du matin ou de l'après-midi !

Dans ces conditions, la direction s'en tire à bon compte. Elle débourse au départ quelques dizaines de milliers de francs (anciens, bien entendu) pour former les deux monitrices et acheter le matériel nécessaire (magnétophone et bande magnétique). Ensuite, elle peut, sans frais, se glorifier d'être une direction qui fait vraiment honneur à un organisme social qui prend tellement soin de son personnel qu'elle lui fait même faire de la gymnastique !

D'autre part, si la direction organise ces séances de gymnastique, c'est qu'en plus de la gloire elle en tire également un profit : le travail de perforation est particulièrement pénible, et qui dit travail pénible, dit maladies plus fréquentes, absentéisme plus important. Grâce à la gymnastique, la direction compte en fait réduire l'absentéisme en nous retapant un peu pour que nous puissions tenir le coup d'un jour sur l'autre.

Mais, puisque les séances de gymnastique sont nécessaires à cause des conditions et de la durée du travail, c'est à la direction d'en faire les frais, pas à nous. La gymnastique ne doit pas être faite sur le temps de la pause mais sur le temps de travail.

A nous de l'imposer.

(Extrait du n° 22 de la V.O. C.R.S.S.P.)

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-X^e
Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Sur les Quais

POUR OBTENIR LE SUCCES

Voilà plusieurs semaines que nous tenons bon dans la grève des heures supplémentaires, des nuits et des dimanches.

Où en sommes-nous ?

Les patrons ont essayé de briser la grève par la violence en utilisant la bande à Marcilis. Ils n'ont pas réussi et cela s'est finalement retourné contre eux. Ils ont essayé de nous faire reprendre le travail en accordant quelques miettes, et nous avons refusé qu'on se moque de nous.

Cette grève nous pouvons la tenir le temps qu'il faudra, car nous sommes décidés, et nous avons encore bien des ressources comme le prouve la grève des conducteurs d'engins et des grutiers, du samedi 16, qui a paralysé le port tout en permettant aux dockers d'être payés.

Mais si nous voulons obtenir le succès, il faut bien se garder d'avoir des illusions. Les patrons perdent chaque jour des millions, le port est encombré de navires qui attendent (par exemple samedi dernier le « Genova Star » a quitté le J 4 pour aller à Gênes, en Italie pour y terminer son déchargement de pommes). Mais les acconiers n'ont pas encore reçu le « coup de massue ». Eux aussi peuvent encore tenir le coup et la partie n'est pas jouée.

Mais il faut aussi savoir que jusqu'à la dernière minute nous ne saurons pas qui aura gagné car les patrons feront semblant de bien se porter et vont essayer de nous avoir au bluff.

En tout cas, nous sommes sur la bonne voie et si nous y restons nous avons de bonnes chances d'obtenir la victoire.

(Extrait du n° 66 de la V.O. QUAIS ET DOCKS).

Nous ne pouvons faire paraître les échos de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION. — Courbevoie.

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — U 5.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP — Besançon.
OLIER — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON — Gennevilliers (Seine).
WESTINGHOUSE. — Sevran

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK. — Vincennes.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF. — Romainville (Seine)
Raffinerie ANTAR — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN — Clermont-Ferrand

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris 13e.
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES. — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS et DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE. — Paris.

Il faudra imposer la démocratie ouvrière AUX PATRONS...

● *Chez Panhard*

CE POURQUOI NOUS IRONS VOTER

Le 26 avril, élections des délégués du personnel. Ce seront les premières élections depuis que Panhard a été absorbé par Citroën (puisque l'an dernier il y a eu simple reconduction du mandat de l'équipe précédente).

Il y a tout lieu de penser que Citroën va s'efforcer d'étendre à la Panhard les méthodes de tracasseries et d'intimidations qu'il a mis au point dans ses autres usines pour empêcher le déroulement normal des élections.

Les délégués du personnel sont une conquête que nous ont valu les grandes luttes ouvrières de 1936. La direction essaie systématiquement de les remettre en question.

Certes, les élections de délégués ne sont plus ce qu'elles étaient en 1936. Les délégués étaient alors élus par ateliers, ils étaient connus des travailleurs qui savaient pour qui ils votaient. Aujourd'hui, les 30.000 travailleurs de Citroën sont appelés à voter pour des listes de délégués qu'ils ne connaissent pas et qu'ils ne peuvent pas connaître.

Mais même sous cette forme, ces élections sont encore trop pour le patron. Il voudrait nous voir réduits au silence le plus complet, sans possibilité aucune de nous grouper ouvertement.

Si nous ne voulons pas en arriver là, il faut d'abord nous accrocher aux droits que nous avons, en prenant notre quart d'heure pour aller voter sans nous laisser intimider.

Le 26 avril nous marquerons notre volonté de ne pas reculer devant la direction. A partir de là nous pourrons lutter pour la faire reculer, elle.

(Extrait du n° 78 de la V.O. Panhard.)

Mais aussi AUX BUREAUCRATES SYNDICAUX

A Sud-Aviation

NOTRE ACTIVITE SYNDICALE CONTINUE

Des camarades de « Voix Ouvrière » ont été écartés de la commission exécutive de la C.G.T., le seul organe qui se réunissait pour discuter et définir l'orientation et l'action syndicales.

Cela revenait donc, dans les conditions existantes, à nous exclure de toute activité syndicale.

Mais pourquoi cette éviction ? Tout simplement parce que la C.G.T. est dirigée par des gens du P.C.F. qui, lui, ne veut pas admettre les militants ouvriers révolutionnaires (alors que, chose bizarre, les gens bien à droite, gaullistes, comme Lebrun jusqu'à sa démission, purent être au comité directeur de la C.G.T. !...). Les staliniens du P.C.F. ne voulant pas que nous ayons des responsabilités dans le mouvement ouvrier, nous en suppriment toute possibilité, et après cela nous le reprochent... Un comble !...

Or nous tenons à prendre ces responsabilités. Puisque cela nous est interdit à la C.G.T., nous avons décidé de rentrer dans un syndicat plus démocratique, C.G.T.-F.O. Non que nous pensions que nos idées soient plus proches de celles de la direction de F.O., mais parce que nous pourrons nous y exprimer plus librement.

(Extrait du n° 4 de la V.O. Sud-Aviation.)

● *Aux Compteurs de Montrouge*

LA MAFFIA

Les élections du comité d'établissement ont redonné, comme il était à prévoir, la gestion du C.E. à la C.G.T. De ces résultats la C.G.T. déduit son « important succès ».

Si la C.G.T. qui consacre tout son temps à la gestion du C.E. est en droit d'attendre que nous la félicitions, ce n'est pas l'avis de tous les travailleurs. En effet, si nous examinons la liste présentée au premier collège et la liste élue, nous nous apercevons d'un certain décalage des candidats, décalage dû à ce que les travailleurs mécontents ont rayé les noms de ceux qu'ils ne voulaient plus voir au C.E.

C'est ainsi que Pruvot Yvonnet, présenté en deuxième position ne se voit pas élu sur la liste sortante. Vermet Albert présenté en tête de liste se voit en cinquième position et Petitjean Pierre, présenté en « position non élu » se trouve être élu. D'autre part chez les suppléants Dubout Rodolphe présenté en tête de liste se trouve déplacé en quatrième position.

Nous pouvons penser que la « démocratie » a joué son rôle, mais ici comme au tiercé tout est affaire de marchandage.

La direction ces jours-ci nous apprend par une note de service que Petitjean Pierre donnait sa démission de son poste de délégué du personnel pour le laisser à son suivant qui, comme par hasard se trouve être le candidat non élu au C.E. Pruvot Yvonnet.

Et voilà le tour est joué On mélange un peu tout, on s'attribue les places, au syndicat C.G.T. Les travailleurs votent pour un candidat et un mois et demi après, pour une question de salade syndicale, il démissionne de son poste, comme cela, parce que la CGT en a décidé ainsi.

(Extrait du n° 42 de la V.O. Compteurs de Montrouge).

● *Chez Kodak*

DELEGUES DU PERSONNEL OU DELEGUES DU SYNDICAT ?

Voici revenue la période des élections de délégués et chacun des deux syndicats en présence nous a invité à voter pour sa liste avec force arguments, chacun voulant démontrer — tel un épicier vante sa camelote — que sa boutique est meilleure que celle d'en face !

Ainsi, on nous demande d'élire bien plus des représentants des syndicats que des délégués du personnel Rappelons que le droit pour les ouvriers d'élire leurs représentants légaux est une conquête de 1936. A l'époque, les délégués du personnel étaient choisis et élus dans les ateliers, directement par leurs camarades de travail, et les candidatures étaient libres.

Mais en 1946, sous le gouvernement De Gaulle, une loi du ministre soi-disant communiste Croizat changeait tout cela, et, depuis les délégués doivent obligatoirement être présentés sur des listes établies par les syndicats dits « représentatifs », qualité qui ne peut être reconnue que par le patron ou le gouvernement.

Ce système anti-démocratique permet aux appareils syndicaux un contrôle absolu sur les délégués du personnel : en effet, ne peuvent figurer sur les listes que des candidats ayant reçu « investiture ». Nous ne trouvons pas normal qu'un ouvrier combatif ayant la confiance de ses camarades de travail, n'ait la possibilité de se présenter qu'à condition de dire « amen » à toute politique de la bureaucratie syndicale.

En fin de compte, les élections ne font qu'entériner un choix fait à l'avance, sans consultation préalable du personnel et se trouvent transformées en plébiscite de l'action et des positions des syndicats.

Pour une véritable représentation ouvrière, vraiment démocratique, nous devrons imposer :

— L'abrogation de la loi Croizat

— Et le retour au scrutin d'atelier ou de secteur avec candidatures libres.

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. **tous les samedis, de 14 à 17 h.**

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117 avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 h. 30 à 15 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis de 18 h à 19 h** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), **le mercredi, de 17 à 19 heures.**

LEVALLOIS - Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), **tous les mercredis de 17 h. à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON : Auberge Comtoise **les jeudis 21 avril et 5 mai de 18 h 10 à 19 h 30.**

— Café Grandvelle, **les mercredis, de 17 h à 19 heures.**

BOURGES : Café-Bar « Rallye des Halles », Place de la Nation (Salle de réunions), **les jeudis 21 avril et 5 mai de 17 h 30 à 19 heures.**

CAEN : Bar Saint-Julien, 86, Rue Geole, **les samedis 23 avril et 7 mai de 17 h à 19 heures.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis 21 avril et 5 mai, de 17 h à 19 heures.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE : « Café d'Autrans » 5, Cours Berriat, **tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis de 15 à 17 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MONTBELIARD : Café de Mulhouse (face à la gare), **le samedi 23 avril de 14 à 16 heures.**

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) **les jeudis 21 avril et 5 mai de 18 h à 20 heures.**

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileries, **les jeudis 21 avril et 5 mai, de 15 à 16 heures.**

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, **les jeudis 21 avril et 5 mai de 18 h à 19 h.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, **tous les samedis de 16 à 17 heures.**

TOULOUSE : « Chez Jack », Place Arnaud Bernard (1er étage), **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**